

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|------------------------------|--------|----------|
| Togo, France et Colonies | 35 fr. | 20 fr. |
| Etranger { Pays à demi-tarif | 50 fr. | 30 fr. |
| { Pays à plein tarif | 60 fr. | 35 fr. |

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
 { Par porteur ou par la poste,
 Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO, (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|--|---------|
| La ligne | 2 fr. |
| Minimum | 10 fr. |
| La page | 200 fr. |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum | 10 fr. |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

RADIO TÉLÉGRAMMES OFFICIELS

PARIS le 9 Octobre 1934

COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE — LOMÉ.

Circulaire 18. — Vous informe avec profonde tristesse de la mort de sa majesté ALEXANDRE roi de Yougoslavie et de M. Louis BARTHOU ministre des affaires étrangères assassinés aujourd'hui à Marseille stop Compte sur vous pour associer colonie au deuil qui unit dans même douleur la France et la Yougoslavie.

LAVAL.

LOMÉ le 10 Octobre 1934

COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE
à COLONIES

PARIS.

N° 159. — Population Togo a appris hier soir avec indicible émotion horrible attentat contre Roi ALEXANDRE de Yougoslavie et Ministre BARTHOU. Elle s'associe du profond de son cœur au double deuil qui frappe la France et grand pays ami et partage la douleur des deux nations. En son nom vous prie respectueusement agréer et faire agréer par gouvernement hommage de ses profondes et sincères condoléances.

BOURGINE.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 10 août 1934, portant promulgation de la convention de commerce signée le 29 mars 1934 entre la France et la Suisse. (Arrêté de promulgation du 2 octobre 1934). 550

Décret du 23 août 1934, rendant applicable au Togo la loi du 1^{er} mai 1930 modifiant la loi du 22 novembre 1913 sur le régime des sociétés. (Arrêté de promulgation du 29 septembre 1934). 551

Décret du 24 août 1934, modifiant le régime des accessoires de solde du personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 9 octobre 1934). 551^x

Décret du 30 août 1934, fixant le contingent de haricots originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934, au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934. (Arrêté de promulgation du 19 septembre 1934). 553 ✓

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 31 janvier 1934, portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice. 554

| | |
|---|-----|
| Arrêté du 6 octobre 1934 , portant modification à l'arrêté du 14 septembre 1933 en ce qui concerne l'indemnité allouée au garde magasin comptable de la commune mixte de Lomé. | 558 |
| Arrêté du 7 octobre 1934 , abrogeant l'arrêté du 19 septembre 1934 (mesures sanitaires). | 559 |
| Décision du 9 octobre 1934 , autorisant le trésorier-payeur à céder la somme de trois cent cinquante livres sterling à la Société Commerciale de l'Ouest Africain à Lomé. | 559 |
| Modificatif à l'annexe de l'arrêté du 8 juillet 1932 (J. O. T. 1932 page 409). | 559 |
| Erratum à l'arrêté N° 487 du 30 août 1934 (J. O. T. 1934 page 501). | 559 |
| Erratum au J. O. du 1 ^{er} octobre 1934. | 560 |
| Actes divers concernant le personnel | 560 |
| Chef du secrétariat général « ad hoc » | 563 |
| Enseignement | 563 |
| Justice indigène | 563 |
| Retrait de permis de conduire | 563 |
| Domaines | 563 |
| Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de septembre 1934 | 565 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|-----------------------|-----|
| Foire du Havre | 566 |
| Annonces | 566 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promulgation de la convention de commerce signée à Berne le 29 mars 1934 entre la France et la Suisse

ARRETE N° 524 promulguant au Togo le décret du 10 août 1934 portant promulgation de la convention de commerce signée le 29 mars 1934 entre la France et la Suisse.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 août 1934 portant promulgation de la convention de commerce conclue avec la Suisse le 29 mars 1934;

Vu la circulaire ministérielle n° 1055 du 16 août 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 10 août 1934 portant promulgation de la convention de commerce signée à Berne, le 29 mars 1934 entre la France et la Suisse.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 octobre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture et du ministre des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le sénat et la chambre des députés ayant adopté la convention de commerce signée à Berne le 29 mars 1934 entre la France et la Suisse, et les ratifications sur cette convention ayant été échangées à Paris le 6 août 1934, ladite convention, dont la teneur suit (1), recevra sa pleine et entière exécution et entrera en vigueur le 27 août 1934.

ART. 2. — Le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
Gaston DOUMERGUE.

Le ministre des affaires étrangères,
LOUIS BARTHOU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Lucien LAMOUREUX.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

(1) Le texte de la convention a été publié en même temps que le décret de mise en application à titre provisoire au journal officiel de la République Française du 31 mars 1934 page 3272.

**Application au Togo de la loi du 1^{er} mai 1930
modifiant la loi du 22 novembre 1913
sur le régime des sociétés**

ARRETE N° 522 promulguant le décret du 23 août 1934, rendant applicable au Togo la loi du 1^{er} mai 1930 modifiant la loi du 22 novembre 1913 sur le régime des sociétés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 août 1934, rendant applicable au Togo la loi du 1^{er} mai 1930 modifiant la loi du 22 novembre 1913 sur le régime des sociétés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 août 1934, rendant applicable au Togo la loi du 1^{er} mai 1930 modifiant la loi du 22 novembre 1913 sur le régime des sociétés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 septembre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu la loi du 22 novembre 1913 portant modification de l'article 34 du code de commerce et les articles 27 et 31 de la loi du 24 juillet 1887 sur les sociétés par actions;

Vu le décret du 31 octobre 1919 rendant applicable aux colonies la loi du 22 novembre 1913;

Vu la loi du 1^{er} mai 1930 modifiant la loi du 22 novembre 1913 sur le régime des sociétés;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable au territoire du Togo placé sous mandat de la France, la loi du 1^{er} mai 1930 modifiant la loi du 22 novembre 1913 sur le régime des sociétés.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française ainsi qu'au *journal officiel* du territoire du Togo et inséré au *bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Mercy-le-Haut, le 23 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Régime des accessoires de solde du personnel colonial

ARRETE N° 530 promulguant au Togo le décret du 24 août 1934 modifiant le régime des accessoires de solde du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 août 1934 modifiant le régime des accessoires de solde du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 août 1934 modifiant le régime des accessoires de solde du personnel colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 octobre 1934.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Mercy-le-Haut, le 24 août 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours des trente dernières années, la réglementation des accessoires de solde attribués aux fonctionnaires coloniaux a été dominée par des principes directeurs différents, allant de la tutelle la plus stricte jusqu'à la liberté la plus totale, en passant par le contrôle plus ou moins étroit.

Le système qui mettait en tutelle les chefs de colonies en ne leur laissant aucune initiative en matière de réglementation des indemnités à accorder au personnel pouvait, à la rigueur, se concevoir à un moment où nos colonies étaient loin d'avoir un régime administratif aussi complexe que celui dont leur évolution normale les a doté actuellement. Ce système, qui consistait en une énumération limitative des indemnités dont les taux étaient fixés dans un tarif, ne saurait présentement être envisagé, quelque désir que le pouvoir central manifeste de reprendre en mains un contrôle qui, depuis quelques années, n'était plus exercé.

Le décret du 11 septembre 1920 avait donné aux hautes autorités locales toute latitude en matière de réglementation des accessoires de solde, en supprimant à la fois l'obligation de l'approbation préalable des textes concédant ces avantages et celle de l'envoi en fin d'année du relevé des allocations de cette catégorie. Désormais les chefs de colonies étaient habilités à créer les indemnités qu'ils jugeaient utile de concéder avec les caractères les plus variés.

Sous l'empire de causes diverses et la pression des circonstances, le régime instauré depuis la mise en application du décret du 11 septembre 1920 s'est révélé générateur d'une floraison d'accessoires de solde dont le service est d'autant plus lourd pour les finances locales que les budgets se soldent par des déficits.

Le comité colonial des économies auquel a été confié le soin de rechercher et de proposer toutes mesures propres à réduire les dépenses du personnel, et notamment à procéder à une révision du régime des indemnités, a émis l'avis qu'il importait de mettre fin aux prodigalités des colonies, tout en laissant aux chefs de ces dernières une large initiative dans une matière que seules les autorités locales sont capables de réglementer, mais sur laquelle il est indispensable d'exercer le contrôle le plus étroit.

Telle est la raison pour laquelle le présent décret prévoit que les chefs des gouvernements locaux continueront à réglementer par arrêtés les différentes indemnités limitativement énumérées. Seuls les arrêtés concernant les indemnités de fonctions, de responsabilité et de frais de bureau, devront faire l'objet d'une approbation ministérielle préalablement à leur mise en application parce que ces catégories d'émoluments sont plus susceptibles que d'autres de se prêter à des largesses, qui ne peuvent plus être admises.

La concession des indemnités de fonctions sera très étroitement réglementée d'une part par l'application des dispositions du décret du 4 avril 1934, dont la promulgation a été prescrite dans toutes les colonies, et d'autre part par la définition qui a été donnée de cet accessoire de solde à l'article 4 du présent décret.

Enfin, il a été prévu que dans certains cas, les hautes autorités locales auraient toujours la faculté de formuler des propositions en vue de la concession de certaines allocations non prévues par les textes existants, notamment les frais de service. Ces indemnités ne pourront être instituées que par voie de décret pris

sur avis d'une commission à constituer au ministère des colonies.

Les dispositions du présent décret ne sauraient contrevenir à celles du décret du 11 avril 1934 qui fait une obligation aux chefs de colonies de soumettre à l'approbation ministérielle, avant le 1^{er} janvier 1935, les textes ou décisions comportant allocation d'accessoires de solde, y compris les avantages matériels de quelque nature qu'ils soient par les autorités locales, et imputés sur les budgets généraux, locaux, d'emprunt, annexes, ou autres. En effet le décret du 11 avril 1934 n'a pas eu pour objet de réglementer le mode de concession des accessoires de solde, mais a soumis cette catégorie d'émoluments et avantages en nature à une sorte de revue comportant, à une date déterminée, approbation ministérielle, afin de procéder à l'inventaire complet des allocations actuellement concédées en sus du traitement et du supplément colonial. Les dispositions du présent décret resteront seules en vigueur après le 1^{er} janvier 1935, concurremment d'ailleurs avec celles du décret du 4 avril 1934.

La nouvelle réglementation, combinée avec les mesures prises à l'occasion du règlement de certaines questions, doit avoir pour effet de réduire en nombre et en quotité, les différents accessoires de solde alloués au personnel colonial. Désormais, la concession d'une indemnité devra être une mesure exceptionnelle, toujours justifiée par la rétribution d'un travail supplémentaire ou par le dédommagement d'une situation particulière.

Le présent décret qui est soumis à votre haute sanction a été rédigé dans l'esprit de ceux qui, en date du 4 avril 1934 ont eu pour objet dans la métropole, de procéder sans délai au redressement financier du pays.

J'ai donc l'honneur, monsieur le Président, de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le décret ci-joint et d'agréer l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux, et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 septembre 1920 supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés de gouverneurs généraux et gouverneurs;

Vu les décrets des 4 avril et 30 juin 1934 relatifs aux règles de cumul en matière de traitements;

Vu le décret du 11 avril 1934 relatif au régime des indemnités du personnel colonial;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 3 du décret du 11 septembre 1920 concernant la réglementation des accessoires de solde, et la suppression de l'obligation pour les chefs de colonies de faire approuver leurs arrêtés rendus en ces matières, sont abrogées.

ART. 2. — Des arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs, chefs de colonies, commissaires de la République, chefs de territoires et de l'administrateur des îles Saint-Pierre et Miquelon, réglementent les conditions dans lesquelles sont attribués aux colonies, les accessoires de solde ci-après :

- 1^o — Supplément de fonctions de toute nature;
- 2^o — Indemnité de responsabilité;
- 3^o — Indemnité pour frais de bureau;
- 4^o — Indemnité pour perte d'effets;
- 5^o — Indemnité représentative de chauffage et d'éclairage.

Avant d'être mis à exécution, ces arrêtés devront être revêtus de l'approbation ministérielle, après avis d'une commission dont la composition sera fixée ultérieurement. Exception est faite en ce qui concerne les indemnités pour perte d'effets, et représentative de chauffage et d'éclairage pour lesquelles ces formalités ne seront pas exigées.

Les suppléments de fonctions ne peuvent être attribués en sus du traitement, qu'aux fonctionnaires et agents chargés de fonctions indépendantes des obligations permanentes et ordinaires de leur grade ou emploi, afin de rémunérer les services particuliers que comptent ces situations spéciales.

ART. 3. — Dans le cas où les chefs de colonies ou de territoires désireraient créer des accessoires de solde n'entrant pas dans la catégorie de ceux énumérés à l'article 2 du présent texte, notamment des frais de service, il leur appartiendrait d'adresser au ministre des colonies des propositions motivées. Les indemnités faisant l'objet de ces propositions doivent être instituées par décret pris après avis de la commission prévue à l'article 2.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures traitant des matières qui font l'objet du présent décret, sauf celles résultant de l'application du décret du 11 avril 1934 susvisé.

Fait à Mercy-le-Haut, le 24 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Contingent de haricots originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934 au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934

ARRETE N° 523 promulguant au Togo le décret du 30 août 1934, fixant le contingent de haricots, originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934, au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 août 1934, fixant le contingent de haricots, originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934, au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 30 août 1934, fixant le contingent de haricots, originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934, au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934.

Lomé, le 29 septembre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le décret du 19 mai 1934 accordant la franchise des droits de douane, à l'entrée en France et en Algérie, aux haricots originaires du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France;

Vu les avis conformes du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La quantité de haricots, originaires du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, à admettre en franchise de droits de douane, en France et en Algérie, dans les conditions fixées par le décret précité du 19 mai 1934, du 1^{er} juillet 1934 au 31 décembre 1934, est fixée à 100 tonnes.

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

L'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Compagnie de milice

ARRETE N° 65 portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des forces de police dans les Territoires à mandat;

Vu l'arrêté n° 147 du 4 mars 1933 portant réorganisation de la compagnie de milice;

Vu l'instruction complétant l'arrêté n° 147 du 4 mars 1933 portant réorganisation de la compagnie de milice;

Vu l'instruction n° 585 du 11 mars 1933 relative à l'organisation d'un centre d'instruction et de recrutement à Sokodé;

Vu l'arrêté n° 72 du 3 février 1933 relatif à la participation de l'armée et des formations de milice au maintien de l'ordre public dans le territoire du Togo sous le mandat de la France;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

TITRE PREMIER

ORGANISATION — ENCADREMENT — EFFECTIF

ARTICLE PREMIER. — La compagnie de milice est une unité constituée sur le modèle d'une compagnie d'infanterie des troupes régulières, relevant de l'autorité du Commissaire de la République.

Elle assure sous les ordres du capitaine commandant les forces de police l'exécution du service de place et participe au maintien de l'ordre public dans les conditions édictées par l'arrêté local n° 72 du 3 février 1933 approuvé par les ministres de la guerre et des colonies.

La compagnie de milice fait partie en cas de mobilisation des troupes du groupe de l'A. O. F. pour assurer la défense du Territoire.

ART. 2. — *Encadrement.* — L'encadrement européen de la compagnie de milice comprend le personnel hors-cadres ci-après de l'infanterie coloniale :

- 1 Capitaine commandant la compagnie;
- 1 Lieutenant ou sous-lieutenant;
- 1 Adjudant-chef ou adjudant;
- 5 Sous-officiers.

ART. 3. — *Effectif indigène.* — La compagnie de milice est constituée à quatre sections d'infanterie et une section de commandement.

La hiérarchie, les marques distinctives de grade et les appellations sont celles des troupes régulières indigènes de l'infanterie coloniale.

Un tableau annexé au présent arrêté donne le détail de l'effectif.

ART. 4. — *Stationnement.* — Le stationnement de la compagnie est variable. Il est fixé par arrêté du Commissaire de la République.

TITRE II

RECRUTEMENT — ENGAGEMENTS — RENGAGEMENTS

ART. 5. — Les indigènes volontaires pour servir dans les forces de police du Togo ne sont acceptés que dans la compagnie de milice. Ils sont agréés comme stagiaires et répartis en deux catégories à leur arrivée dans cette unité.

Catégorie A : Volontaires ayant déjà servi dans une formation régulière;

Catégorie B : Volontaires n'ayant jamais servi dans une formation régulière.

Avant d'être admis à contracter un engagement les volontaires classés dans la catégorie A effectuent un stage de un an;

les volontaires classés dans la catégorie B effectuent un stage de deux ans.

Le stage terminé les volontaires qui ont satisfait à un examen théorique et pratique sont admis à contracter un engagement de 1, 2 ou 3 ans au titre de la compagnie de milice.

Les volontaires libérés du service dans les troupes régulières avec un grade ou comme 1^{re} classe peuvent être admis à accomplir leur stage avec un grade ou une classe déterminés par leur capacité.

Ils subissent à cet effet un examen à leur arrivée au corps.

Les stagiaires gradés ou non peuvent pendant toute la durée de leur stage être licenciés sur proposition motivée du capitaine commandant les forces de police et décision du Commissaire de la République.

Les engagements et rengagements sont effectués après décision du Commissaire de la République sur proposition du commandant de compagnie. Ils peuvent être accordés soit pour la classe ou le grade auquel appartient l'intéressé, soit pour une classe ou un grade inférieur. Cette règle est toujours applicable en cas d'interruption de service.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 3 du décret du 11 septembre 1920 concernant la réglementation des accessoires de solde, et la suppression de l'obligation pour les chefs de colonies de faire approuver leurs arrêtés rendus en ces matières, sont abrogées.

ART. 2. — Des arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs, chefs de colonies, commissaires de la République, chefs de territoires et de l'administrateur des îles Saint-Pierre et Miquelon, réglementent les conditions dans lesquelles sont attribués aux colonies, les accessoires de solde ci-après :

- 1° — Supplément de fonctions de toute nature;
- 2° — Indemnité de responsabilité;
- 3° — Indemnité pour frais de bureau;
- 4° — Indemnité pour perte d'effets;
- 5° — Indemnité représentative de chauffage et d'éclairage.

Avant d'être mis à exécution, ces arrêtés devront être revêtus de l'approbation ministérielle, après avis d'une commission dont la composition sera fixée ultérieurement. Exception est faite en ce qui concerne les indemnités pour perte d'effets, et représentative de chauffage et d'éclairage pour lesquelles ces formalités ne seront pas exigées.

Les suppléments de fonctions ne peuvent être attribués en sus du traitement, qu'aux fonctionnaires et agents chargés de fonctions indépendantes des obligations permanentes et ordinaires de leur grade ou emploi, afin de rémunérer les services particuliers que comptent ces situations spéciales.

ART. 3. — Dans le cas où les chefs de colonies ou de territoires désireraient créer des accessoires de solde n'entrant pas dans la catégorie de ceux énumérés à l'article 2 du présent texte, notamment des frais de service, il leur appartiendrait d'adresser au ministre des colonies des propositions motivées. Les indemnités faisant l'objet de ces propositions doivent être instituées par décret pris après avis de la commission prévue à l'article 2.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures traitant des matières qui font l'objet du présent décret, sauf celles résultant de l'application du décret du 11 avril 1934 susvisé.

Fait à Mercy-le-Haut, le 24 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Contingent de haricots originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934 au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934

ARRETE N° 523 promulguant au Togo le décret du 30 août 1934, fixant le contingent de haricots, originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934, au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 août 1934, fixant le contingent de haricots, originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934, au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 30 août 1934, fixant le contingent de haricots, originaires du Togo, à admettre en France et en Algérie, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934, au bénéfice de la franchise douanière prévue par le décret du 19 mai 1934.

Lomé, le 29 septembre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le décret du 19 mai 1934 accordant la franchise des droits de douane, à l'entrée en France et en Algérie, aux haricots originaires du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France;

Vu les avis conformes du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La quantité de haricots, originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, à admettre en franchise de droits de douane, en France et en Algérie, dans les conditions fixées par le décret précité du 19 mai 1934, du 1^{er} juillet 1934 au 31 décembre 1934, est fixée à 100 tonnes.

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

L'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 août 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Compagnie de milice

ARRETE N° 65 portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des forces de police dans les Territoires à mandat;

Vu l'arrêté n° 147 du 4 mars 1933 portant réorganisation de la compagnie de milice;

Vu l'instruction complétant l'arrêté n° 147 du 4 mars 1933 portant réorganisation de la compagnie de milice;

Vu l'instruction n° 585 du 11 mars 1933 relative à l'organisation d'un centre d'instruction et de recrutement à Sokodé;

Vu l'arrêté n° 72 du 3 février 1933 relatif à la participation de l'armée et des formations de milice au maintien de l'ordre public dans le territoire du Togo sous le mandat de la France;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

TITRE PREMIER

ORGANISATION — ENCADREMENT — EFFECTIF

ARTICLE PREMIER. — La compagnie de milice est une unité constituée sur le modèle d'une compagnie d'infanterie des troupes régulières, relevant de l'autorité du Commissaire de la République.

Elle assure sous les ordres du capitaine commandant les forces de police l'exécution du service de place et participe au maintien de l'ordre public dans les conditions édictées par l'arrêté local n° 72 du 3 février 1933 approuvé par les ministres de la guerre et des colonies.

La compagnie de milice fait partie en cas de mobilisation des troupes du groupe de l'A. O. F. pour assurer la défense du Territoire.

ART. 2. — *Encadrement.* — L'encadrement européen de la compagnie de milice comprend le personnel hors-cadres ci-après de l'infanterie coloniale :

- 1 Capitaine commandant la compagnie;
- 1 Lieutenant ou sous-lieutenant;
- 1 Adjudant-chef ou adjudant;
- 5 Sous-officiers.

ART. 3. — *Effectif indigène.* — La compagnie de milice est constituée à quatre sections d'infanterie et une section de commandement.

La hiérarchie, les marques distinctives de grade et les appellations sont celles des troupes régulières indigènes de l'infanterie coloniale.

Un tableau annexé au présent arrêté donne le détail de l'effectif.

ART. 4. — *Stationnement.* — Le stationnement de la compagnie est variable. Il est fixé par arrêté du Commissaire de la République.

TITRE II

RECRUTEMENT — ENGAGEMENTS — RENGAGEMENTS

ART. 5. — Les indigènes volontaires pour servir dans les forces de police du Togo ne sont acceptés que dans la compagnie de milice. Ils sont agréés comme stagiaires et répartis en deux catégories à leur arrivée dans cette unité.

Catégorie A : Volontaires ayant déjà servi dans une formation régulière;

Catégorie B : Volontaires n'ayant jamais servi dans une formation régulière.

Avant d'être admis à contracter un engagement les volontaires classés dans la catégorie A effectuent un stage de un an;

les volontaires classés dans la catégorie B effectuent un stage de deux ans.

Le stage terminé les volontaires qui ont satisfait à un examen théorique et pratique sont admis à contracter un engagement de 1, 2 ou 3 ans au titre de la compagnie de milice.

Les volontaires libérés du service dans les troupes régulières avec un grade ou comme 1^{re} classe peuvent être admis à accomplir leur stage avec un grade ou une classe déterminés par leur capacité.

Ils subissent à cet effet un examen à leur arrivée au corps.

Les stagiaires gradés ou non peuvent pendant toute la durée de leur stage être licenciés sur proposition motivée du capitaine commandant les forces de police et décision du Commissaire de la République.

Les engagements et rengagements sont effectués après décision du Commissaire de la République sur proposition du commandant de compagnie. Ils peuvent être accordés soit pour la classe ou le grade auquel appartient l'intéressé, soit pour une classe ou un grade inférieur. Cette règle est toujours applicable en cas d'interruption de service.

Les engagements et rengagements ne comportent l'octroi d'aucune prime.

ART. 6. — *Durée des services — Limite d'âge.* — La durée maxima des services et la limite d'âge sont fixées comme suit :

| GRADES | DURÉE DES SERVICES | LIMITE D'ÂGE |
|---|--------------------|--------------|
| Adjudants-chefs & Adjudants | 20 ans | 45 ans |
| Sergents-chefs & Sergents | 15 ans | 40 ans |
| Caporaux 1 ^{re} et 2 ^e classe | 10 ans | 35 ans |

ART. 7. — *Licenciements.* — Les licenciements sont prononcés par le Commissaire de la République sur proposition du commandant de compagnie pour :

- Fin de service ou de contrat;
- Suppression d'emploi ou réduction d'effectif;
- Inaptitude professionnelle ou physique;
- Par mesure disciplinaire.

TITRE III

DISCIPLINE

ART. 8. — *Punitions.* — Les punitions qui peuvent être infligées aux miliciens sont celles prescrites par les règlements militaires en vigueur auxquelles s'ajoutent :

- Le licenciement par mesure disciplinaire;
- La révocation.

Ces punitions sont prononcées par les officiers, sous-officiers européens et indigènes et caporaux conformément au règlement sur la discipline générale de l'armée.

La prison comporte l'attribution de la solde d'absence.

Le Commissaire de la République prononce les sanctions suivantes :

- Les punitions de prison supérieures à 10 jours;
- La rétrogradation;
- Le licenciement par mesure disciplinaire;
- La révocation,

sur rapport du commandant de compagnie. Ces rapports doivent obligatoirement mentionner la défense de l'intéressé.

Le licenciement par mesure disciplinaire laisse la possibilité à l'intéressé d'être admis ultérieurement à reprendre du service dans la compagnie.

La révocation lui interdit la réintégration ultérieure.

ART. 9. — Les miliciens coupables de délit de droit commun sont justiciables des tribunaux indigènes.

Toute condamnation entraîne de droit la révocation. La procédure à suivre en cas de désertion est fixée par la circulaire n° 913 du 27 juillet 1926.

En cas de mobilisation les miliciens relèvent des mêmes juridictions que celles des troupes régulières avec lesquelles ils sont appelés à opérer.

ART. 10. — Les récompenses qui peuvent être accordées aux miliciens sont celles prévues par les règlements militaires.

TITRE IV

AVANCEMENT

ART. 11. — Les élèves gradés sont recherchés dans les sections au cours de la première phase de l'instruction.

Ils sont ensuite groupés en un cours dirigé personnellement par l'officier-adjoint au commandant des forces de police.

Ce cours a lieu deux fois par an et a une durée de trois mois. Il est clôturé par une semaine d'examen.

A la suite de cet examen un tableau d'avancement semestriel est dressé et soumis à l'approbation du Commissaire de la République.

Les nominations se font dans l'ordre d'inscription au tableau d'avancement, au fur et à mesure des vacances, sur décision du Commissaire de la République.

TITRE V

PASSAGE DANS LA GARDE

ART. 12. — Conformément aux dispositions en vigueur concernant le recrutement de garde indigène, les agents composant ce dernier corps doivent obligatoirement provenir de la compagnie de milice.

Les miliciens remplissant les conditions requises sont portés sur un tableau dit « des candidats classés pour l'emploi de garde indigène ».

Ce tableau est établi par le commandant des forces de police et tenu régulièrement à jour sous sa responsabilité.

Les candidats sont classés par ordre d'ancienneté de services.

Ils sont affectés dans le corps de la garde au fur et à mesure des vacances sur décision du Commissaire de la République.

ART. 13. — Les miliciens destinés à être ultérieurement versés à la police peuvent, s'ils sont spécialisés et s'ils ont été recrutés en raison de cette spécialité, n'accomplir dans la milice qu'un temps de service réduit.

TITRE VI

PERMISSIONS — CONGÉS

ART. 14. — Des permissions à solde entière de 15 jours par an, délais de route non compris, peuvent

être accordées par le Commissaire de la République sur proposition des chefs de peloton et avis du commandant des forces de police.

Ces permissions ne donnent pas droit à la gratuité du transport.

Des congés de 60 jours à solde d'absence ou de 30 jours à solde entière peuvent être accordés tous les 4 ans dans les mêmes formes aux miliciens n'ayant pas bénéficié des permissions annuelles.

Dans ce dernier cas, la gratuité du transport est assurée à l'intéressé dans tout le Territoire pour lui et sa famille.

TITRE VII

HABILLEMENT

ART. 15. — A l'arrivée au corps chaque recrue reçoit la collection d'effets d'habillement prévue au tableau II annexé au présent arrêté.

Les miliciens quittant la compagnie par suite de changement de corps, de licenciement ou de révocation rendent leurs effets au magasin de la portion centrale.

Les renouvellements d'effets sont effectués d'après la limite de durée indiquée au tableau II.

Le remplacement des effets détériorés par la faute des intéressés est fait par cession aux frais des intéressés sur décision du commandant de compagnie.

Les effets détériorés prématurément pour une cause non imputable à l'intéressé peuvent être remplacés gratuitement sur décision du commandant de compagnie.

TITRE VIII

ARMEMENT — ÉQUIPEMENT — MUNITIONS

ART. 16. — La répartition de l'armement et de l'équipement a lieu conformément aux règlements militaires.

Le commandant de compagnie est responsable de leur conservation et de leur entretien.

Les dégradations mettant en cause la responsabilité des miliciens feront l'objet d'un ordre de recette émis contre les intéressés, sur proposition du commandant de compagnie.

ART. 17. — La compagnie est dotée en munitions suivant un tableau fixé par le Commissaire de la République sur proposition du commandant des forces de police.

Une allocation spéciale pour les tirs à effectuer pendant l'année est fixée chaque année par le Commissaire de la République sur proposition du commandant des forces de police et ne peut être dépassée sous aucun prétexte.

TITRE IX

INSTRUCTION

ART. 18. — Le capitaine commandant les forces de police établit le programme d'instruction de la compa-

gnie de milice et le soumet à l'approbation du Commissaire de la République.

Le lieutenant ou sous-lieutenant affecté à la compagnie est spécialement chargé de l'instruction de cette unité. Il ne doit pas en principe être distrait de ce service.

TITRE X

ADMINISTRATION

ART. 19. — Le commandant des forces de police traite toutes les questions relatives à l'administration de la compagnie. Il est chargé de la comptabilité et de la gérance du magasin d'habillement, d'armement et de munitions.

ART. 20. — Les documents ci-après sont tenus au jour le jour dans la compagnie sous la responsabilité du commandant de compagnie :

- 1° — Livrets individuels;
- 2° — Cahier de visite;
- 3° — Cahier de punitions;
- 4° — Contrôle des armes, des munitions, des équipements;
- 5° — Contrôle d'effectif;
- 6° — Cahier de solde;
- 7° — Enregistrement des arrêtés et décisions concernant la compagnie de milice;
- 8° — Journal de marche.

Les documents ci-après sont tenus par le commandant des forces de police :

- 1° — Feuillet matricules des miliciens;
- 2° — Registre de comptabilité finances;
- 3° — Contrôle des miliciens libérables;
- 4° — Enregistrement des distributions d'effets;
- 5° — Livre journal des entrées et sorties du magasin central;
- 6° — Grand livre de comptabilité matières du magasin central.

ART. 21. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté, notamment :

L'arrêté n° 147 du 4 mars 1933 portant réorganisation de la compagnie de milice;

L'instruction complétant l'arrêté n° 147 du 4 mars 1933 portant réorganisation de la compagnie de milice;

L'instruction n° 585 du 11 mars 1933 relative à l'organisation d'un centre d'instruction et de recrutement à Sokodé.

ART. 22. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1934.

L. PÊTRE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 1340 1/1 du 6 septembre 1934.

ANNEXE N° I à l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934.
Composition de la compagnie de milice du Togo

| | EUROPÉENS | | | | | | INDIGÈNES | | | | | | |
|-------------------------------------|-----------|------------|------------------------------|---------------|----------|------------------------|------------------------------|---------------|----------|---------|------------------------|-----------------------|------------------------|
| | CAPITAINE | LIEUTENANT | ADJUDANT-CHEF OU ADJUDANT | SERGEN-T-CHEF | SERGEN-T | TOTAL DES EUROPÉENS | ADJUDANT-CHEF OU ADJUDANT | SERGEN-T-CHEF | SERGEN-T | CAPORAL | 1 ^{re} CLASSE | 2 ^e CLASSE | TOTAL DES INDIGÈNES |
| Commandant de compagnie | 1 | | | | | | | | | | | | |
| Officier-adjoint | | 1 | | | | | | | | | | | |
| SECTION DE COMMANDEMENT | | | | | | | | | | | | | |
| Chef de section | | | 1 | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} — Groupe | | | | | | | | | | | | | |
| Transmission & renseignements | | | | | | | | | | | | | |
| Chef de groupe | | | | | | | 1 | | | | | | |
| Adjoint au chef de groupe | | | | | | | | 1 | | | | | |
| Secrétaire | | | | | | | | | | | 1 | | |
| Agents de transmission | | | | | | | | | | | 2 | 2 | |
| Cycliste | | | | | | | | | | | 1 | 1 | |
| Signaleur | | | | | | | | | | | 1 | 1 | |
| Observateurs | | | | | | | | | | | 1 | 1 | |
| 2 ^e — Groupe | | | | | | | | | | | | | |
| Ravitaillement & service de la Cie. | | | | | | | | | | | | | 24 |
| Chef de groupe | | | | | 1 | | | | | | | | |
| Adjoint au chef de groupe | | | | | | | | | | 1 | | | |
| Cuisinier | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Tailleur | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Cordonnier | | | | | | | | | | | | 1 | |
| Sapeur | | | | | | | | | | | 1 | | |
| Conducteurs | | | | | | | | | | | 3 | 3 | |
| Infirmier | | | | | | | | | | 1 | | | |
| SECTION DE COMBAT | | | | | | | | | | | | | |
| Chef de section | | | | 1 | | | | | | | | | |
| Sous officier-adjoint | | | | | | | | 1 | | | | | |
| Chefs de groupe | | | | | | | | | 3 | | | | |
| Caporaux-adjoints | | | | | | | | | | 3 | | | |
| Tireurs | | | | | | | | | | | 3 | | |
| Chargeurs | | | | | | | | | | | | 3 | |
| Pourvoyeurs | | | | | | | | | | | | 9 | 40 |
| 1 ^{er} voltigeur | | | | | | | | | | | 3 | | |
| Voltigeurs | | | | | | | | | | | | 9 | |
| Grenadiers VB | | | | | | | | | | | | 3 | |
| Caporal VB | | | | | | | | | | 1 | | | |
| Agent de transmission | | | | | | | | | | | 1 | | |
| Observateur | | | | | | | | | | | | 1 | |
| 3 Sections semblables | | | | 3 | | | | 3 | 9 | 12 | 21 | 75 | 420 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 | 1 | 1 | 4 | 1 | 8 | 1 | 4 | 13 | 18 | 37 | 111 | 184 |

ANNEXE II à l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934.

Effets d'habillement individuels

| DÉSIGNATION DES EFFETS | DURÉE MINIMA IMPOSÉE | DOTATION A L'INCORPORATION | RENOUVELLEMENT DANS LE COURS DU SERVICE | OBSERVATIONS | |
|---------------------------|-------------------------|-------------------------------|---|---|--------------------------|
| Paletot kaki | 1 an | 2 | 1 par semestre | Ces effets sont rigoureusement portés sur le livret individuel de l'homme à la date de la distribution. | |
| Culotte kaki | 1 an | 2 | | | |
| Jambières kaki (paire) | 1 an | 2 | | | |
| Couvre chéchia | 1 an | 2 | | | |
| Culotte de treillis | 1 an | 2 | | | |
| Tricot de coton | 1 an | 2 | | | |
| Serviette | 1 an | 2 | | | |
| Chéchia | 2 ans | 2 | 1 par an | L'homme n'en est responsable disciplinairement et pécuniairement que pendant la durée minima imposée. | |
| Galons (paire)* | 2 ans | 2 | | | |
| Molletières drap | 2 ans | 1 | 1 tous les 2 ans | | Réserve de mobilisation. |
| Brosse d'armes | 2 ans | 1 | | | |
| Brosse à laver | 2 ans | 1 | | | |
| Bidon | 4 ans | 1 | 1 tous les 4 ans | | |
| Enveloppe de bidon | 4 ans | 1 | | | |
| Musette | 4 ans | 1 | | | |
| ½ couverture | 4 ans | 1 | | | |
| Toile de tente | 4 ans | 1 | | | |
| Boutons métal | sans limite imposée | 12 | sur réforme | | |
| Coupe-coupe | | 1 | | | |
| Etui de coupe-coupe | | | | | |
| Courroie de bidon | | | | | |
| Sac marin | | | | | |
| Sandales (paire) | | 1 | | | |
| Brodequins (paire) | | 1 | | | |

Indemnité

ARRETE N° 527 portant modification à l'arrêté n° 507 du 14 septembre 1933 en ce qui concerne l'indemnité allouée au garde magasin comptable de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'arrêté n° 507 du 14 septembre 1933 désignant les fonctions donnant droit à des indemnités et remises au compte du budget de la commune mixte de Lomé et fixant le taux de ces indemnités et remises pour les fonctionnaires ou agents retribués sur un autre budget;

Après avis de l'administrateur-maire de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 14 septembre 1933 est modifié ainsi qu'il suit :

.....
Garde magasin comptable taux annuel 600 francs.
.....

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} octobre 1934, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 octobre 1934.

BOURGINE.

Mesures sanitaires rapportées

ARRETE N° 528 abrogeant l'arrêté n° 511 du 19 septembre 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 511 du 19 septembre 1934 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé en Côte d'Ivoire depuis le 18 septembre 1934, l'arrêté n° 511 susvisé est abrogé à la date du 6 octobre 1934.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Aného sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 7 octobre 1934.

BOURGINE.

Cession de monnaie

DECISION N° 674 autorisant le trésorier-payeur à céder la somme de trois cent cinquante livres (£ 350) sterling à la Société Commerciale de l'Ouest Africain à Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 97 du 14 février 1934 fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues, données en paiement ou converties dans les caisses publiques;

Vu la lettre du trésorier-payeur en date du 8 octobre 1934;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le trésorier-payeur est autorisé à céder à la Société Commerciale de l'Ouest Africain à Lomé la somme de trois cent cinquante livres sterling (£ 350) au cours de soixante quatorze francs soixante quinze centimes la livre (74 f, 75).

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 9 octobre 1934.

BOURGINE.

MODIFICATIF à l'annexe de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 (J. O. T. page 409 du 1^{er} septembre 1932).

ARTICLE PREMIER.

au lieu de :

3^e catégorie

Pavillon n° 32 — rez-de-chaussée (côté est — 1^{er} logement 1 pièce).

4^e catégorie

Pavillon n° 32 — rez-de-chaussée (côté est — 2^e logement 1 pièce).

lire :

3^e catégorie

Pavillon n° 32 — rez-de-chaussée (logement est) 2 pièces.

ART. 2. — Le présent modificatif a son effet pour compter du 1^{er} septembre 1934.

Lomé, le 5 octobre 1934.

Le Commissaire de la République,
BOURGINE.

Budget annexe du chemin de fer et du wharf

ERRATUM à l'arrêté n° 487 du 30 août 1934. (J. O. T. du 16 septembre 1934 page 501).

Au lieu de :

Arrêté n° 487 autorisant un prélèvement sur le fonds de réserve

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

lire :

Arrêté n° 487 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

*
*
*

A l'article 1^{er}. — Au lieu de :

« Fonds de réserve ».

Lire :

« Fonds de renouvellement ».

Lomé, le 13 octobre 1934.

Le Commissaire de la République

BOURGINE.

ERRATUM au J. O. Togo du 1^{er} octobre 1934
page 539.

Après l'article 51

lire :

* TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

au lieu de :

TITRE VI

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Honorariat

Par décret en date du 20 août 1934, rendu sur la proposition du ministre des colonies, M. BAUCHÉ (Léon-Victor), administrateur en chef des colonies, en retraite, a été nommé gouverneur honoraire des colonies.

Titularisation

Par décret en date du 20 août 1934, rendu sur la proposition du ministre des colonies, M. CAUVET-DUHAMEL (Paul), ingénieur-adjoint stagiaire, a été titularisé dans le cadre général du service météorologique colonial et nommé ingénieur-adjoint de 3^e classe, pour compter du 19 juillet 1934.

Affectations

Par arrêté ministériel du :
3 septembre 1934. — M. PEUVERGNE (Henri), administrateur de 1^{re} classe des colonies, en service au Togo, est mis à la disposition du gouverneur général de l'Afrique occidentale française à compter du jour de son embarquement à destination de la colonie.

M. LE ROLLE (Pierre Emmanuel), administrateur de 2^e classe des colonies en service au Togo, est mis à la disposition du gouverneur général de l'Afrique occidentale française à compter du jour de son embarquement à destination de la colonie.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Réintégration

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du :
17 septembre 1934. — M. RODIERE Pierre, adjoint principal de classe exceptionnelle après 4 ans des services civils de l'A. O. F. en service détaché hors cadres au Togo, est réintégré dans les cadres pour compter de la veille de son embarquement à destination de l'Afrique occidentale française.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Titularisation

Par arrêté du :
9 octobre 1934. — M. DUBOIS Philippe, commis de 3^e classe stagiaire des services civils du Togo, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} octobre 1934.

Affectations

Par décisions des :
25 septembre 1934. — M. ANGELETTI, surveillant stagiaire des travaux publics du Togo, en service à la subdivision des travaux publics à Lomé, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé pour surveiller les travaux du centre de Kouméa.

M. DANTEC Xavier, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo, retour de congé, attendu à Lomé par s/s Foucauld vers le 26 septembre 1934, est mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho, en remplacement de M. BURLAUX André, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo, en instance de départ.

M. HERAUD Gabriel, mécanicien contractuel des travaux publics, retour de congé, attendu à Lomé par s/s Foucauld vers le 26 septembre 1934, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

27 septembre 1934. — M. DANTEC Xavier, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo, arrivé par s/s Foucauld, le 26 septembre 1934, est mis provisoirement à la disposition du commandant de cercle de Lomé pour y exercer les fonctions d'agent spécial pendant l'indisposition de M. LAUQUE Robert, adjoint principal de 3^e classe.

M. DANTEC aura droit à l'indemnité prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

1^{er} octobre 1934. — M. DANTEC Xavier, adjoint de 1^{re} classe des services civils, mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho par décision n° 657 du 25 septembre 1934, est nommé président du tribunal du 1^{er} degré dudit cercle, en remplacement de M. BURLURAU, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils en instance de rapatriement.

M. MENEAU Jean, commis de 1^{re} classe des services civils, est nommé surveillant chef de la prison et commissaire de police du cercle d'Anécho, en remplacement de M. BURLURAU.

Il aura droit, en ces qualités, aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933.

3 septembre 1934. — M. VIALE Raymond, commis de 1^{re} classe des services civils, retour de congé, arrivé à Lomé par s/s *Hoggar* le 3 octobre 1934, est mis à la disposition du chef du service des douanes.

Il aura droit dans cette situation à toutes les indemnités et primes afférentes aux fonctions dont il sera chargé.

9 octobre 1934. — M. PERRÉT Jean, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils, retour de congé, attendu à Lomé par s/s *Asie* vers le 10 octobre 1934, est mis à la disposition de M. l'administrateur en chef des colonies, commandant le cercle de Lomé, en remplacement numérique de M. LAUQUE Louis, adjoint principal de 3^e classe des services civils en instance de départ.

ADDENDUM à la décision du 5 juillet 1934 portant affectation du docteur Lurz.

L'article premier de la décision sus-visée du 5 juillet 1934 est complété comme suit :

Le Dr. Lurz est chargé de l'inspection des viandes de boucherie dans le cercle de Mango et percevra à ce titre l'indemnité annuelle de 600 francs prévue pour cette fonction à l'arrêté du 20 mai 1933.

Congés — Passages

Par décisions des :

25 septembre 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 8, rue Pellontier à Clichy (Seine), est accordé à M. MAUGIS André, commis de 1^{re} classe des services civils du Togo qui compte 24 mois et 8 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 23 octobre 1934.

26 septembre 1934. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir 4 Avenue de la Porte Brancion Paris XV^e, est accordé à M. BURLURAU André, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo qui compte 31 mois 7 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 9 octobre 1934.

4 octobre 1934. — Une réquisition de passage de retour par anticipation, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, de Lomé à Bordeaux, sur le paquebot *Asie*, attendu à Lomé vers le 23 octobre 1934, est accordée à Madame PEUVERGNE, femme d'un administrateur de 1^{re} classe des colonies, se rendant à Pamiers (Ariège).

Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir à 146 Avenue du Marin Paris (XIV^e), est accordé à M. CERVEAUX Lyonel, sous-chef de gare de 5^e classe des chemins de fer du Togo.

Un passage pour la France lui est en outre délivré en 2^e classe, 3^e catégorie, sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 9 octobre 1934.

PERSONNEL INDIGÈNE

Sanctions disciplinaires

Par décision du :

28 septembre 1934. — Le chef de station auxiliaire AMOUZOU Romuald et le chef de train auxiliaire WILSON Théodore, en service aux chemins de fer (exploitation) sont licenciés de leur emploi pour faute grave en service.

Affectation

Par décision du :

25 septembre 1934. — L'opérateur de 1^{re} classe du cadre local indigène des travaux publics, ZINSOU François, actuellement en service à la subdivision des travaux publics à Lomé, est affecté aux travaux du centre de Koumèa, pour compter du jour de sa prise de service effective.

Congés — Permissions

Par décisions des :

25 septembre 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 2 au 31 octobre 1934 inclus, au commis contractuel PARAISO François, en service au trésor, pour en jouir au Territoire ;

30 jours, du 1^{er} au 30 octobre 1934 inclus, au facteur enregistreur de 4^e classe BYLL-CATARIA Emmanuel, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire ;

30 jours, du 5 octobre au 3 novembre 1934 inclus, à l'ouvrier de 3^e classe des chemins de fer Christophe MENSAN, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

3 octobre 1934. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 4 au 11 octobre 1934 inclus, est accordée au chef d'équipe de 8^e classe des chemins de fer TEVI Michel, en service au wharf, pour en jouir à Anécho.

Un congé de maternité de soixante (60) jours, avec traitement, du 8 octobre au 6 décembre 1934 inclus, est accordé à l'infirmière de 1^{re} classe Anna Wood, en service à Anécho, pour en jouir à Anécho.

9 octobre 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 10 octobre au 8 novembre 1934 inclus, est accordé au garde d'hygiène de 2^e classe Joseph S. CATARIA, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Indemnité

Par décision du :

9 octobre 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 francs par mois prévue par les arrêtés des 14 février et 31 mai 1934, est accordé à l'infirmier de 4^e classe Ben Sam AQUÉRÉBURU, en service au cercle d'Atakpamé.

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Agrément de stagiaires

Par arrêté du :

2 octobre 1934. — Sont agréés à compter du 1^{er} octobre 1934 :

Comme 2^e classe stagiaire catégorie A :

SOUMLAOUENDE, ex-T. S. de 1^{re} classe.

MOUSSA KOULIBALI, ex-T. S. de 1^{re} classe.

Comme stagiaire catégorie A :

KOAKOAO, ex-T. S. de 2^e classe.

HINDE HOUFON, ex-T. S. de 2^e classe.

Comme stagiaire catégorie B :

TELEKOU,

KOKOU LAMADJÉ,

SANBA KOULIBALI,

ALANO.

2^e — Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} octobre 1934. — BATASSEM, garde 1^{re} classe Mle 788, du peloton de Lomé.

KODJOVI François, garde 2^e classe Mle 988, du peloton de dépôt.

5 octobre 1934. — MASSIANA, garde 2^e classe Mle 907, du peloton de Lomé.

6 octobre 1934. — SOUMOKO, garde 1^{re} classe Mle 544, du peloton de Mango.

10 octobre 1934. — BAMA DANDAONA, garde 2^e classe Mle 791, du peloton d'Anécho.

25 octobre 1934. — BOUKARY III, garde 1^{re} classe Mle 652, du peloton d'Atakpamé.

Congé

Un congé de 30 jours avec solde de présence et gratuité du transport (aller et retour), est accordé au garde de 1^{re} classe IMMABOLA, N^o Mle 258, du peloton de Klouto, accompagné de sa femme et 3 enfants, pour en jouir à Siou (cercle de Sokodé).

Punitions

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde pour « faute grave dans le service » est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

FONDOU, garde de 2^e classe, N^o Mle 169, du peloton de Lomé.

POUKRA, garde 2^e classe, N^o Mle 915, du peloton de Lomé.

Licenciements — Révocation

a) — Est licencié pour fin de contrat à compter du 1^{er} octobre 1934, le garde de 1^{re} classe KAKOLO, N^o Mle 543, du peloton de Mango.

b) — Est licencié à compter du 1^{er} octobre 1934, le garde de 1^{re} classe ANEKE, Mle 790, du peloton de Lomé, pour « faute grave dans le service ».

c) — Est révoqué à compter du 1^{er} octobre 1934, le garde de 2^e classe POUKRA, N^o Mle 915, du peloton de Lomé, pour « faute grave dans le service ».

Affectation

Le brigadier de 2^e classe SIBITI, Mle 900, du peloton de Sokodé, est affecté au peloton de dépôt (Lomé) pour compter du 1^{er} octobre 1934.

Primes

Par décision du :

28 septembre 1934. — Les miliciens dont les noms suivent répondant aux conditions posées à l'arrêté n^o 67 en date du 31 janvier 1934, auront droit à compter du 1^{er} octobre 1934, aux primes de spécialité prévues à l'arrêté précité :

1^{re} — Conducteurs :

GABRIEL Michel, stagiaire catégorie B, Mle M/327 B.D.

MOUSSA ALI, stagiaire catégorie B, Mle M/329 B.C.

HOUSSOU Antoine, stagiaire catégorie B, Mle M/330 B.D.

KOUMAKO Gérard, stagiaire catégorie B, Mle M/332 B.T.

AGANDE Pierre, stagiaire catégorie B, Mle M/333 B.D.

LAGUIDI LALÉYI, 1^{re} classe stagiaire catégorie B, Mle M/334, B.D.

2^e — Sapeur :

KRITEMA YATOUTI, caporal Mle M/269 B.T.

3^e — Téléphonistes :

ATCHANA, milicien 1^{re} classe Mle M/258 A.D.

GNOHOUÉ, 1^{re} classe stagiaire catégorie A, Mle M/372 A.D.

DASIO Firmin, 2^e classe stagiaire catégorie A, Mle M/356 A.D.

4^e — Musiciens :

TCHAPO, caporal Mle M/71 B.T.

DOSSAVI, milicien 1^{re} classe Mle M/220 A.D.

MAMADOU II, milicien 2^e classe Mle M/263 A.D.

Les dispositions de la décision n^o 327 en date du 16 avril 1934 sont abrogées.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

« AD HOC »

Par arrêté du :

25 septembre 1934. — M. FRÉAU Henri, administrateur en chef des colonies, administrateur-maire de Lomé, est nommé chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 26 septembre 1934.

ENSEIGNEMENT**Commission d'examen**

Par décision du :

26 septembre 1934. — Une commission composée de :

M. M. IMBERT, chef du service de l'enseignement. *Président*

LESTRADE, chef du bureau de l'administration générale,

KUTSCHENRITTER, directeur du C. C.

SIRO, directeur du centre scolaire

Anécho,

Membres

R. P. RIEBSTEIN, directeur des écoles de la mission catholique de Lomé,

M^{me} PATANCHON, directrice de l'école européenne,

chargée de faire subir les épreuves de l'examen d'entrée dans le cadre local des instituteurs se réunira dans les locaux du cours complémentaire de Lomé (Avenue du camp des gardes) les 1^{er} et 2 octobre 1934, à 7 heures du matin.

Radiations d'élèves du cours complémentaire

Par décision du :

1^{er} octobre 1934. — Les élèves du cours complémentaire dont les noms suivent sont rayés, sur leur demande, des contrôles de cette école pour compter du 1^{er} octobre 1934 :

KOUVIDJEN Ignace,

AMORIN François,

PEDANOU Frédéric.

Ils ne seront pas astreints au remboursement des frais d'études prévu par l'article 25 de l'arrêté du 27 octobre 1933.

Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision du :

1^{er} octobre 1934. — Les examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé auront lieu les 7, 8 et 9 novembre 1934 à 7 heures à Sokodé.

JUSTICE INDIGÈNE

Par décision du :

2 octobre 1934. — En cas d'absence momentanée de M. MOAL, chef de la subdivision de Lomé, président du tribunal du 1^{er} degré, la présidence de cette juridiction sera assurée par M. GOUJON, administrateur de 1^{re} classe des colonies, adjoint au commandant de cercle.

RETRAIT DE PERMIS DE CONDUIRE

Par arrêté du :

27 septembre 1934. — Est définitivement retiré le permis de conduire les automobiles qui avait été délivré au nommé AMOUSSOU Benjamin.

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation**

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 937, déposée le 2 octobre 1934, le sieur John Amaté Atayi, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 15 ha. 39 ares 08 centiares situé à Abobo-Kpoguedé, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrain à Kpoledji, au nord-est par terrain à Koffi Bolouvi, à l'est par le lac du Togo, au sud par terrain à Edward Bruce, à l'ouest par la place de fétiche.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière.

PEYROTRES.

Avis de bornages

Le samedi 24 novembre 1934 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 9, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant une petite construction en briques cuites couverte en tôles à usage d'habitation, d'une contenance de 4 ares 13 centiares et borné au nord et à l'est par terrain à Th. Anthony, au sud

par une ruelle non dénommée, à l'ouest par terrain à Christian Tamakloe (T. 51 de Lomé). dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Yehouessi Bounthou Akakpo, profession de boucher demeurant à Lomé agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 17 août 1934, n° 933.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 26 novembre 1934 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, (cercle de Lomé) consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 28 ha. 15 ares 65 centiares et

borné au nord par terrains à Azongo, Aziagba, Agboku, Dogba, Abadji et Yaglo, à l'est par terrain à la collectivité de Baguida, au sud par la voie-ferrée Lomé-Anécho, à l'ouest par terrain à Fred Agbe-Van Quashie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Silvanus Epiphanio Olympio, profession d'agent de commerce à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 17 août 1934, n° 934.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé pendant le mois de Septembre 1934

| NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES | PAVILLON | DATES | | TONNAGE NOMINAL | EQUIPAGE | TONNAGE | |
|---|------------|-----------|-----------|--------------------|----------|----------|-----------|
| | | D'ARRIVÉE | DE DÉPART | | | DÉBARQUÉ | EMBARQUÉ |
| 205-Stornest Hull-Sapele | Anglais | 1. 9. 34 | 1. 9. 34 | 2.543 | 34 | 256.476 | — |
| 206-Dahomey Matadi-Hambourg | Français | 3. 9. 34 | 3. 9. 34 | 3.478 | 38 | — | 243.534 |
| 207-Banfora Douala-Marseille | —do— | —do— | —do— | 5.868 | 139 | 50 | 520.345 |
| 208-Muirton Marseille-Pt. Noire | —do— | —do— | 4. 9. 34 | 3.112 | 44 | 133.594 | 501 |
| 209-Wolfram Hambourg-Kogo | Allemand | —do— | —do— | 2.242 | 48 | 49.520 | — |
| 210-Robert Holt Hambourg-Warri | Anglais | —do— | —do— | 1.797 | 39 | 103.239 | 28 |
| 211-Touareg Marseille-Douala | Français | 6. 9. 34 | 6. 9. 34 | 3.122 | 73 | 56.067 | — |
| 212-Ft. de Vaux Hambourg-Matadi | —do— | 7. 9. 34 | 7. 9. 34 | 3.151 | 39 | 19.107 | — |
| 213-Dagomba Liverpool-Kribi | Anglais | —do— | —do— | 2.100 | 38 | 35.670 | — |
| 214-Zarembo New-York-Opobo | Américain | 10. 9. 34 | 10. 9. 34 | 3.073 | 34 | 164.754 | 20 |
| 215-Chelma Pt. Noire-Marseille | Français | —do— | 11. 9. 34 | 3.106 | 44 | — | 558.555 |
| 216-Brazza Bordeaux-Pt. Noire | —do— | 12. 9. 34 | 12. 9. 34 | 6.086 | 140 | 3.178 | — |
| 217-Robert Holt Warri-Liverpool | Anglais | 14. 9. 34 | 15. 9. 34 | 1.797 | 39 | — | 405.636 |
| 218-Casamance Pt. Gentil-Hambourg | Français | 15. 9. 34 | —do— | 3.455 | 39 | — | 76.191 |
| 219-Touareg Douala-Marseille | —do— | 16. 9. 34 | 16. 9. 34 | 3.122 | 73 | 143 | 1.120.450 |
| 220-Maaskerk Hambourg-Douala | Hollandais | 20. 9. 34 | 20. 9. 34 | 2.447 | 67 | 30.048 | 7.830 |
| 221-Kumasian Borutu-Hambourg | Anglais | —do— | 21. 9. 34 | 2.151 | 34 | — | 246.227 |
| 222-New Columbia Philadelphie-Sapele | —do— | 25. 9. 34 | 25. 9. 34 | 4.044 | 48 | 125.138 | 408 |
| 223-Nigerian Liverpool-Opobo | —do— | —do— | —do— | 2.131 | 37 | 81.693 | — |
| 224-Brazza Pt. Noire-Bordeaux | Français | —do— | —do— | 6.086 | 140 | 258 | 205.600 |
| 225-Stornest Sapele-Hambourg | Anglais | 26. 9. 34 | 27. 9. 34 | 2.543 | 34 | — | 419.923 |
| 226-Foucauld Bordeaux-Pt. Noire | Français | 26. 9. 34 | 26. 9. 34 | 6.599 | 162 | 5.757 | 3.746 |
| 227-Ft. de Douaumont Pt. Noire-Hambourg | —do— | 28. 9. 34 | 28. 9. 34 | 3.162 | 39 | — | 292.312 |
| 228-Alfred Jones Liverpool-Sapele | Anglais | —do— | 28. 9. 34 | 2.153 | 39 | 73.366 | — |
| 229-Brenta Venice-Durban | Italien | 30. 9. 34 | 30. 9. 34 | 3.319 | 42 | 43.877 | — |

Lomé, le 1^{er} Octobre 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

BARBAROUX.

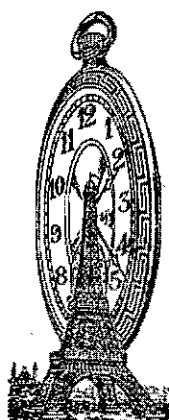
PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel ".

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

XI^e FOIRE DU HAVRE

20 Avril — 5 Mai 1935.

La XI^e Foire du Havre, grande quinzaine coloniale, industrielle, commerciale et agricole, aura lieu du Samedi 20 Avril, veille de Pâques, au dimanche 5 Mai 1935.

Le vaste Palais des Expositions offrira aux visiteurs les stands des principales firmes de la région havraise de Paris et des provinces françaises.

Déjà, de très nombreux emplacements sont retenus.

Tous les producteurs du sol, du sous-sol, de l'industrie et de la mer, auront intérêt à participer à cette manifestation qui, au cours des dix premières années, a marqué une évolution constante accentuant sans cesse sa force d'attraction.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Président du Comité d'Organisation de la Foire du Havre, Hotel-de-Ville — Le Havre (Seine-Inf.)